

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Lot 4

OBJET : Prestation d'entretien des espaces extérieurs au profit des sites soutenus par la DGA Techniques Aérospatiales (T.A.).

Lot 4 : Entretien des espaces extérieurs au profit des sites soutenus par la DGA Techniques Aérospatiales (T.A.).

Numéro de consultation : DAF_2024_001466

Table des matières

1	OBJET	4
2	ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXECUTION	4
3	DOCUMENTATION DE REFERENCE	4
4	OBLIGATION DU TITULAIRE	5
4.1	Généralités	5
4.2	Obligation de résultat	5
4.3	Performance environnementale	6
4.4	Produits phytosanitaires	6
4.5	Traitement des déchets	7
5	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1	Prestations continues	7
5.2	Prestations à la demande	8
6	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
6.1	Entretien des pelouses	8
6.2	Fauchage des prairies	9
6.2.1	Champs et merlons	9
6.2.2	Tunnel hydrodynamique et ses abords	9
6.3	Entretien du chemin de ronde de Balma	9
6.4	Entretien des arbustes, haies, massifs, rosiers et jardinières de Balma	10
6.5	Entretien des arbres de Balma	10
6.6	Entretien des voiries, parkings, aires techniques et zones incultes de Balma	10
6.7	Entretien des plantes d'intérieur de Balma	11
6.8	Arrosage	11
6.9	Entretien d'espaces verts par éco pâturage à Balma	12
6.10	Déneigement au sel de la voirie de Balma	12
6.11	Traitement contre les chenilles processionnaires à Balma	12
6.12	Désherbage des clôtures	13
6.13	Tondo broyage des chemins de ronde	13
6.14	Débardage et billonnage d'arbre	13
6.15	Entretien du Parc boisé de Blagnac	13
6.16	Entretien des haies	13
6.17	Entretien des voiries, parkings, aires techniques et zones incultes de Blagnac	13
6.18	Élagage des arbres	14
6.19	Abattage, dessouchage, évacuation d'arbres et suppression de branches	14
6.19.1	Abattage et évacuation	14
6.19.2	Dessouchage et évacuation de la souche	14
6.19.3	Suppression d'une branche de fort diamètre	14
6.20	Défrichage, enlèvement des ronces tous sites	14
6.21	Fourniture et pose de clôtures à mouton (clôtures fixes)	14
6.22	Engazonnement tous sites	14

6.23 Tuteur et hauban	15
6.24 Anti-germinatif	15
6.25 Paillage	15
6.26 Protections spéciales tous sites	15
6.27 Clause d'urgence.....	16
6.28 Traitement des mousses	16
6.29 Traitement fongicide et insecticide	16
6.30 Dépose d'engrais.....	16
7 EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES	16
7.1 Ouverture des sites de DGA TA.....	16
7.2 Sites et règles de sécurité	17
7.2.1 Site de Balma	17
7.2.2 Site des Ballastières	18
7.2.3 Site de Blagnac	18
7.3 Installation, Matériels et produits.....	19
7.3.1 Installation du titulaire et moyens énergie	19
7.3.2 Matériels	20
7.3.3 Produits.....	20
7.3.4 Stockage des matériels et des produits	21
7.4 Exigences de management.....	21
7.4.1 Réunions.....	21
7.4.2 Calendrier prévisionnel.....	21
7.4.3 Compte-rendu des prestations.....	22
7.4.4 Plan de continuité d'activité.....	22
7.5 Considérations générales sur le personnel	22
7.5.1 Respect des règles sur le site par les agents du titulaire	22
7.5.2 Liste des véhicules	23
7.5.3 Plan de prévention	23
7.5.4 Accès au restaurant administratif.....	23
7.6 Protection de l'environnement	23
7.7 Droits d'accès.....	24
8 ANNEXES	25

PREAMBULE :

L'entretien des espaces extérieurs tel que spécifié au sein de ce cahier est qualifié d'écologique et différencié. En effet, afin de contribuer à l'amélioration paysagère et de limiter les nuisances environnementales apportées par la gestion des espaces extérieurs, les opérations à mener au titre de l'exécution des prestations relèvent de ces deux principes :

1 - Différenciation de l'entretien des espaces en fonction de leur vocation (plusieurs niveaux d'entretien plus ou moins interventionnistes) ;

2 - Entretien selon les principes de génie écologique : il s'agit de mener un entretien qui permette de limiter les interventions et le recours à des intrants phytosanitaires et de favoriser l'expression de la biodiversité tout en maîtrisant l'aspect visuel.

Pour résumer les objectifs de la gestion écologique et différenciée sont les suivants :

*La qualité paysagère de l'ensemble du (des) site(s) ;

*La préservation de l'environnement et la restauration de la biodiversité ;

*La préservation des eaux souterraines ;

*La stabilisation voire la diminution des coûts de gestion des espaces verts.

1 OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les conditions et modalités d'exécution des prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit des sites soutenus par la DGA Techniques Aérospatiales (T.A.).

2 ALLOTISSEMENT ET LIEUX D'EXECUTION

Le présent CCTP concerne seulement le Lot 4 du DAF_2024_001466 :

Lot 4 : Entretien des espaces extérieurs au profit des sites soutenus par la DGA Techniques Aérospatiales (T.A.).

Les lieux d'exécution sont les suivants (cf. annexe1 au CCTP pour visualiser les plans):

- Site n°1 : site de Balma sis 47 rue Saint Jean - 31131 BALMA Cedex ;
- Site n°2 : site de Blagnac sis 23 avenue de Vélasquez - 31701 BLAGNAC ;
- Site n°3 : site des Ballastières sis Impasse de Palayre - 31000 TOULOUSE.











3 DOCUMENTATION DE REFERENCE

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution de chaque accord-cadre, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire doit appliquer intégralement les dispositions du code du travail en vigueur au moment de l'exécution des prestations, notamment les dispositions de la partie 4 (Santé et sécurité au travail) dans sa dernière version.

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications du présent CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation et le code de la commande publique.

Le titulaire a obligation de prendre en compte :

-  Code du travail.
-  Code rural et de la pêche maritime.
-  Code forestier.
-  Code de l'environnement.
-  Référentiel R1-1105 ECOCERT.
-  Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.
-  Loi n° 2014-110 du 6 février 2014(dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national.
-  Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime.
-  Décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
-  Arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement du débroussaillage dans le département de la Haute Garonne voire dernier arrêté en vigueur.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire du marché au vu des modifications intervenues postérieurement à l'émission du présent document. Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées françaises ou européennes. Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur ou à venir pendant la durée du marché.

Le titulaire doit informer et faire bénéficier l'administration sur toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux prestations en précisant les références des textes et leur origine dont le titulaire adresse une copie par courrier/mail à l'administration.

4 OBLIGATION DU TITULAIRE

4.1 Généralités

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession.

Le titulaire de l'accord-cadre prend à sa charge les moyens humains, matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident, notamment ceux liés au trafic routier (signalisation linéaire des ouvrages, des personnels et des matériels) et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gênes possibles aux usagers et riverains.

Le titulaire a un devoir de conseil et ne doit pas hésiter à signaler au(x) bénéficiaire(s) tous végétaux atteints par une maladie et proposer un traitement curatif.

4.2 Obligation de résultat

Le marché est soumis à obligation de résultat.

L'ensemble des spécifications techniques ci-dessous détermine le résultat à atteindre par le prestataire.

A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession, pour l'obtention du résultat décrit ci-dessous, pour chaque opération d'entretien. Les éléments contenus dans le présent document constituent un socle minimal d'obligation auquel le titulaire ne peut pas déroger.

Cependant, si en dépit de l'application de ce socle minimal, le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier, s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'administration.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification du marché. Il ne peut prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

4.3 Performance environnementale

Le titulaire propose, lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de mulching ou équivalentes évitant le ramassage de l'herbe coupée.

Il utilise prioritairement, le désherbage mécanique ou des techniques alternatives.

Pour le traitement des sols, il privilégie des produits végétaux tels que le compost de déchets extérieurs ou équivalent en remplacement des solutions chimiques classiques.

Le titulaire assure l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets verts sont prioritairement compostés.

Le titulaire propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative.

À noter que les prescriptions détaillées ci-dessus en terme d'environnement ne sont que des minimaux à atteindre. Le titulaire est fortement invité à tendre vers une prestation 100 % écologique.

Par ailleurs, pour éviter la destruction d'espèces protégées et de leurs habitats, l'Office Français de la Biodiversité recommande de ne pas intervenir sur les haies et l'élagage des arbres entre le 15 mars et le 31 juillet, période propice à la nidification. Il est également préconisé de se rapprocher des représentants de l'Office National des Forêts et des Conservatoires d'Espaces Naturels afin de connaître les préconisations et mesures de préservation locales à mettre en œuvre.

4.4 Produits phytosanitaires

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance interdit depuis le 1er janvier 2017 l'utilisation des produits phytosanitaires par l'état, les collectivités locales et les établissements publics dans les espaces verts, à ce titre le titulaire doit intégrer les directives du commandement résultant de la sécurité des biens et des personnes ou des missions régaliennes de l'Etat.

Le titulaire doit mettre en œuvre des procédés issus de pratiques durables ou intégrées, c'est-à-dire avec des pratiques d'entretien qui privilégient toutes les autres possibilités avant de se résoudre à employer des produits phytosanitaires.

Néanmoins certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservés principalement à des cas exceptionnels (espèces invasives...maladies...) ou zones difficilement accessibles aux engins mécaniques de par leur nature (abords des clôtures) peuvent être effectués sous réserve de l'accord du chargé de prévention.

Les caractéristiques des produits utilisés ainsi que leurs fiches de données de sécurité doivent lui être fournies.

Le prestataire conserve l'entière responsabilité de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

Seuls les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché peuvent être utilisés.

Il est précisé par ailleurs que certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectés d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement, au sens large du terme. Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bio-accumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrice du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs est strictement interdite.

Toutefois le titulaire doit privilégier le plus possible des méthodes de bio-contrôle. A savoir, la mise en place d'un ensemble de méthodes de protection des végétaux basé sur l'utilisation de mécanismes naturels. Seules ou associées à d'autres moyens de protection des plantes, ces techniques sont fondées sur les mécanismes et interactions qui régissent les relations entre espèces dans le milieu naturel. Ainsi, le principe du bio-contrôle repose sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication. Les produits de bio-contrôle sont définis à l'article L. 253-

6 du code rural et de la pêche maritime comme des agents et des produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

Ils comprennent en particulier :

- les macro-organismes ;
- les produits phytopharmaceutiques qui sont composés de micro-organismes, de médiateurs chimiques tels que les phéromones et les kairomones, ou de substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale.

Par ailleurs les produits dont les étiquettes présentent une phrase de risques de R39 à R40-R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64 ne doivent pas être utilisés (Annexe III de la directive européenne 67/548/EEC).

Associées à ces produits, des pratiques d'entretien des espaces verts peuvent être mises en place, telles que :

- Réalisation d'un plan de désherbage (document cartographique qui permet d'identifier au sein des sites l'ensemble des zones à désherber et des méthodes de désherbage à utiliser),
- Méthode de désherbage : techniques mécaniques, thermiques ou manuelles,
- Mise en œuvre d'une gestion différenciée (selon le plan de désherbage),
- Frein à la pousse des herbes (utilisation de géotextile, paillage biodégradable ou minéral),
- Utilisation de débroussailluses, roto fils, réciprocaturs.

L'utilisation de produits nocifs pour les abeilles est strictement interdite.

4.5 Traitement des déchets

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire et doit être effectué à l'issue de chaque prestation.

Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé.

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans l'accord-cadre.

Il est strictement interdit de brûler les déchets sur site.

5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestations continues s'exécutant tout au long de l'année et des prestations ponctuelles exécutées à la demande de l'administration.

5.1 Prestations continues

Les prestations continues s'exécutent tout au long de l'année en regard de chaque prestation listée au Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF).

L'administration ne fixe pas de périodicités nécessaires à l'atteinte du résultat attendu et de manière permanente.

Ainsi, le déclenchement et la périodicité des interventions sont à l'initiative du titulaire, éventuellement modulés en fonction des conditions climatiques et en accord avec la DGA T.A.

Le titulaire soumet à l'approbation du correspondant de la DGA T.A., à compter du début d'exécution et avant le début de chaque trimestre, un planning prévisionnel trimestriel des prestations continues à exécuter pour le trimestre suivant.

Le planning ainsi validé par la DGA T.A est contractuel.

En cas de retard ou de manquement à cette obligation, une pénalité forfaitaire est appliquée, pour retard de transmission de planning (cf. article 11.7 du CCAP).

5.2 Prestations à la demande

Les prestations ponctuelles, dites « à la demande », sont exécutées exclusivement après l'émission d'un bon de commande, à la survenance des besoins et aux prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des prestations ponctuelles figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Par ailleurs, il peut être demandé au titulaire d'effectuer des prestations hors bordereau de prix, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, qui seront intégrées conformément aux dispositions de l'article 10.2 du CCAP portant sur les modifications définies en application d'une clause de réexamen.

Pour ces prestations il est demandé un devis estimatif sur la base ou en rapport avec les prix de l'accord-cadre.

Elles sont ensuite intégrées aux documents contractuels, conformément aux dispositions de l'article 10.2 du CCAP.

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'entretien des espaces extérieurs doit être réalisé dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités de chaque site :

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention ;
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- en respectant les règles de sécurité du travail ;
- en appliquant les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter ;
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc.).

NB : L'utilisation éventuelle d'un moyen de mise en hauteur ou de mise en sécurité est incluse dans le prix de la prestation, qu'elle soit continue ou ponctuelle.

6.1 Entretien des pelouses

- Dans le cadre des prestations continues :

Un résultat permanent est attendu. À l'abord immédiat des bâtiments, l'herbe est tondue dès qu'elle atteint une hauteur maximale de 20 cm et est ramenée à une hauteur inférieure à 10 cm.

Lorsque la hauteur moyenne de l'herbe des pelouses dépasse 40 cm, le titulaire est pénalisable.

L'herbe est également coupée le long des clôtures, le bas des murs, le pied des arbres et des panneaux indicateurs, ainsi qu'aux emplacements difficiles.

- Dans le cadre des prestations ponctuelles :

La prestation consiste à ramener à 10 cm la hauteur de l'herbe. La tonte des bordures, du tour des arbres et le long des clôtures est effectuée à l'aide de moyens adaptés. La prestation comprend la tonte, le ramassage et l'évacuation de l'herbe, le balayage et le nettoyage des bordures des trottoirs et de la chaussée.

Dans les deux cas, les pelouses doivent être débarrassées de tous résidus (papiers, chiffons, branchages, feuilles, etc.) et les déchets de tonte et de coupe doivent être ramassés et évacués le jour même.

6.2 Fauchage des prairies

6.2.1 Champs et merlons

- Dans le cadre des prestations continues :

Les champs et merlons correspondent essentiellement aux abords du Windblast et les champs attenants (Cf. annexe 1 du CCTP). L'herbe doit être fauchée dès qu'elle atteint une hauteur de 40 cm, sans dépasser les 50 cm, elle est alors ramenée à une hauteur approximative de 10 cm. La solution "Mulching" est autorisée dans ce cas.

Une hauteur d'herbe dépassant 80 cm dans les champs et merlons est pénalisable

Le long des clôtures, au bas des murs, au pied des arbres et aux emplacements difficiles l'herbe doit également être coupée. Les déchets sont ramassés et évacués le jour même.

- Dans le cadre des prestations ponctuelles :

L'herbe doit être fauchée et être ramenée à une hauteur approximative de 10 cm. Le long des clôtures, au bas des murs, au pied des arbres et aux emplacements difficiles l'herbe doit également être coupée. Les déchets sont ramassés et évacués le jour même.

Dans les deux cas, l'accumulation de végétaux secs par "Mulching" est alors interdite en période d'essai. Cette zone ne doit pas recevoir d'engrais de type agricole ou de désherbant chimique.

Si la technique de Mulching n'est pas utilisée, les déchets doivent être ramassés le jour même.

6.2.2 Tunnel hydrodynamique et ses abords

- Dans le cadre des prestations continues :

Cette zone représente l'ensemble des champs et des zones herbeuses recouvrant le tunnel hydrodynamique, ainsi que ses abords (jusqu'à la clôture et jusqu'à la route), qui doivent être régulièrement entretenus. En annexe 1 du CCTP, un plan et des photos précisent les zones à entretenir et leurs dimensions.

La hauteur maximale de l'herbe doit être de 50 cm tout au long de l'année. Après chaque passage, l'herbe est ramenée à une hauteur approximative de 10 cm. La solution "Mulching" est autorisée.

Au-delà d'une hauteur d'herbe sur le tunnel hydrodynamique et ses abords de part et d'autre (jusqu'à la route et jusqu'à la clôture) de 80 cm, le titulaire est pénalisable.

Le long des clôtures, au bas des murs, au pied des arbres et aux emplacements difficiles, l'herbe doit être également entretenue et coupée.

- Dans le cadre des prestations ponctuelles :

L'herbe doit être fauchée et être ramenée à une hauteur approximative de 10 cm.

Le long des clôtures, au bas des murs, au pied des arbres et aux emplacements difficiles, l'herbe doit être entretenue et coupée.

Les déchets doivent être ramassés et évacués le jour même.

6.3 Entretien du chemin de ronde de Balma

- Dans le cadre des prestations continues :

Le chemin de ronde doit être particulièrement soigné : la hauteur de l'herbe doit être de 15 cm et ne doit pas dépasser 40 cm sur une largeur d'un mètre.

Ces travaux d'entretien en lien avec la sécurité sont prioritaires et peuvent faire l'objet d'une priorisation auprès du chargé de suivi DGA T.A. si nécessaire lors des compte-rendu hebdomadaires.

La clôture doit être désherbée et exempte de ronces, arbustes "sauvages", grandes herbes, de façon à éviter la prolifération de tiques et autres insectes.

Le titulaire est pénalisable lorsque la hauteur d'herbe du chemin de ronde dépasse les 50 cm.
Les déchets doivent être ramassés et évacués le jour même.

6.4 Entretien des arbustes, haies, massifs, rosiers et jardinières de Balma

Les haies et les arbustes (thuyas, cotonéasters, lauriers, etc.) sont à tailler systématiquement dès que leur hauteur ou épaisseur moyenne laisse apparaître des écarts de végétation de plus de 15 cm. Cela correspond approximativement à une taille deux fois par an (automne et printemps).

Les plantes vivaces des massifs et les résineux d'ornement sont à tailler ou à équilibrer selon les règles de l'art. Les rosiers sont à tailler autant que de besoin conformément aux règles de l'art. L'enlèvement des fleurs fanées est réalisé au fil de l'eau.

De manière générale, ces tailles doivent être adaptées au développement des végétaux.

Les parterres, massifs, jardinières sont désherbés et fleuris toute l'année (pensées, jonquilles, œillets d'Inde, tulipes, sauges, pétunias, géraniums etc.). Les massifs sont à biner. Les pierres, branchages, cailloux et mauvaises herbes sont ramassés et évacués.

Des traitements de désherbage « foliaire + anti-germinatif » sont à réaliser précautionneusement. Sur les zones pyrotechniques du Windblast et des Ballastières, ces traitements sont interdits.

Les traitements fongicide et insecticide peuvent être appliqués préventivement. Dans le cas d'apparition de maladies sur les végétaux, les traitements curatifs sont à effectuer selon les règles de l'art.

En cas de destruction par maladie ou de non-respect des règles de l'art, ces végétaux sont remplacés aux frais du titulaire.

La mise en place d'engrais aux pieds des arbustes et massifs est réalisée conformément aux préconisations du domaine (minimum deux fois l'an au printemps et à l'automne).

6.5 Entretien des arbres de Balma

L'ensemble des sites comprend des arbres feuillus et résineux de différentes essences (platanes, érables, acacias, tilleuls, prunus, pins, cèdres, sapins, chênes, etc.), ainsi que des arbustes nécessitant une taille légère ou un rééquilibrage annuel.

Il s'agit de 20 mûriers à élaguer annuellement et de 45 prunus/érables et similaires à élaguer tous les deux ans.

Les élagages des arbres sont effectués en fonction des espèces selon les règles de l'art de l'arboriculture et par des personnels spécialisés. La prestation comprend le nettoyage des arbres et l'évacuation des déchets.

La pousse des arbres feuillus et des résineux doit être maîtrisée et harmonieuse ; la taille des branches sèches et des rejets est à la charge du titulaire ainsi que leur ramassage. Ceci est à réaliser au fil de l'eau.

Les plantes grimpantes sauvages poussant sur les arbres sont systématiquement éliminées.

Les arbres sont taillés de manière à ne pas gêner la circulation près des cheminements piétons et axes de circulation et assurer le maximum de sécurité pour les utilisateurs (passages piétons, arrêts bus, panneaux de signalisation).

À l'automne, les feuilles à terre ou les fruits, marrons par exemple, doivent être ramassés. Et, tout au long de l'année, le titulaire doit ramasser les aiguilles de pins, les cônes, pignes de pin, etc. afin d'éviter les chutes et les risques d'incendie

6.6 Entretien des voiries, parkings, aires techniques et zones incultes de Balma

Ces zones correspondent aux abords des bâtiments et des installations, aux zones techniques non enherbées, aux trottoirs, ainsi qu'aux voies de desserte.

En toutes zones, les bordures des allées et les trottoirs sont à désherber fréquemment. Le désherbage thermique, mécanique ou manuel est privilégié.

Au minimum deux fois par an, de préférence au printemps et à l'automne, les voiries et parkings de DGA TA sont entretenus à l'aide d'une balayeuse ou de tout autre moyen.

Les trottoirs, caniveaux, aires techniques, ainsi que les zones incultes du site de Balma sont maintenues désherbés d'une manière systématique (printemps et automne au minimum).

Les trottoirs et les zones incultes fréquentés par les piétons doivent être en permanence :

- débarrassés des mousses pouvant les rendre glissants ;
- exempts d'aiguilles de pins, de pignes de pins et de feuilles mortes afin de ne pas occasionner d'accident (chute de piétons).

6.7 Entretien des plantes d'intérieur de Balma

Une vingtaine de plantes en pot ou en bac (groupe de 1 à 4 plantes) est à entretenir.

La prestation comprend :

- L'arrosage des végétaux,
- Le nettoyage des végétaux,
- Le tuteurage et la taille,
- Les traitements insecticides et fongicides,
- La remise à niveau de la solution nutritive.

En cas de destruction par défaut d'entretien ou de non-respect des règles de l'art, ces plantes sont remplacées aux frais du titulaire.

6.8 Arrosage

L'arrosage des pelouses reste exceptionnel et limité aux pelouses ensemencées.

Les plantations d'arbres et d'arbustes de l'année doivent être arrosées.

Le titulaire doit assurer l'arrosage des espaces fleuris, des jardinières et des plantes en pot. En cas de dépérissement des plantes dû à un manque d'arrosage, le titulaire doit remplacer les plantes à l'identique (espèce et grandeur) et, ce, à ses frais.

En période de sécheresse, le titulaire peut, exceptionnellement, assurer un arrosage élémentaire des plantes le nécessitant (haies, arbustes, arbres fragiles...).

Pendant la période de fermeture estivale, il peut être accordé une autorisation exceptionnelle pour des arrosages ciblés de jardinières et de plantes fragiles.

La mise en œuvre de l'arrosage appartient au titulaire. L'eau est fournie par DGA TA à partir des bouches d'incendie définies par le service « sécurité/gardiennage ». De plus, l'entretien de l'arrosage automatique, à partir des vannes de distribution d'eau, est à la charge du titulaire. En cas de fuite d'eau, le titulaire avertit l'administration et doit prendre toutes les mesures nécessaires afin, d'une part, de couper ou de faire couper l'eau et, d'autre part, de réparer les fuites sur l'arrosage automatique (les vannes et l'alimentation de ces dernières n'étant pas de son ressort).

En cas de restriction d'arrosage, le titulaire doit s'engager à suivre les directives préfectorales et se soumettre aux créneaux ou périodes autorisés.

De même, le titulaire procède à la mise hors gel de l'ensemble des installations d'arrosage afin d'éviter un endommagement de ce réseau et une possible contamination du réseau d'eau potable.

Le titulaire doit le remplacement de tous les végétaux qui viendraient à périr en cas de défaut d'arrosage.

Nota :

- La création ou modification du réseau d'arrosage à partir du réseau d'eau potable sur chaque site de DGA TA doit recevoir, au préalable, l'accord écrit du pilote processus eau (PPE) de DGA TA.

A cette fin, doivent être fournis un plan du réseau, les modifications apportées au réseau existant, les moyens mis en œuvre afin d'éviter toute contamination du réseau d'eau potable (clapet anti retour par exemple), la composition de tous les matériaux entrant en contact avec l'eau potable.

- Les pelouse du site de Blagnac sont des pelouses rustiques ne nécessitant pas d'arrosage en été.

6.9 Entretien d'espaces verts par éco pâturage à Balma

Pour l'entretien des champs, des merlons et/ou du tunnel hydrodynamique et ses abords, une solution d'éco pâturage est demandée, pour le site de Balma.

Le titulaire a précisé dans son mémoire technique :

- Les zones éligibles, les surfaces nécessaires par animal et par mois,
- Les types animaux envisagés : les animaux doivent être adaptés au climat toulousain, ainsi qu'à la nature des parcelles (zones en pente, par exemple),
- Les conditions d'installation des animaux : type de clôtures, réservoirs d'eau, abri, paillage...,
- L'entretien des clôtures,
- Les soins apportés aux animaux,
- Comment est effectuée leur surveillance médicale et physique,
- La fréquence de la présence d'un soigneur (berger ou autre),
- Les numéros de téléphone joignables 24h sur 24h et 6 jours sur 6, en cas d'urgence,
- Toute autre précision utile.

Il est à noter que les chemins de ronde doivent rester accessibles.

L'attestation vétérinaire, la déclaration à la Chambre d'agriculture, le numéro du cheptel et les assurances sont à fournir un mois avant toute installation pour communication au service vétérinaire du MINARM.

Le délai de mise en place de l'éco pâturage est précisé dans le mémoire technique. Il est au minimum de 3 mois et ne peut pas excéder une durée de 12 mois à partir de la notification du marché. Les zones doivent être entretenues de façon traditionnelle, le temps de la mise en place de l'éco-pâturage.

Il est d'ores et déjà précisé que DGA TA ne peut pas être tenu pour responsable de tout incident ou accident survenant sur les animaux ou à cause des animaux ; l'installation (y compris les clôtures), les soins (vétérinaires, alimentaires...), la surveillance, le parage d'animaux sur le site de DGA TA sont sous l'entière responsabilité du titulaire.

La maltraitance des animaux (manque d'eau, manque de nourriture, manque de soins...) ne saurait être tolérée et sera dénoncée.

6.10 Dénégement au sel de la voirie de Balma

En période hivernale, en cas de neige ou de verglas, les entrées des véhicules et des piétons, les chemins piétonniers, ainsi que les entrées des bâtiments du site de Balma doivent être dégagés et sécurisés en priorité.

Ces travaux consistant à épandre du sel doivent être initiés au plus tôt et, le plus souvent, avant 6h15. Une demande de dérogation d'horaire doit être demandée au chargé de suivi DGA TA.

6.11 Traitement contre les chenilles processionnaires à Balma

Les résineux doivent faire l'objet d'un traitement systématique contre les chenilles processionnaires. Les nids résiduels ne sont pas tolérés et doivent être détruits. Le titulaire privilégie un traitement par « capture » le long du tronc des résineux ou toute autre méthode équivalente.

En ce qui concerne les conifères, le traitement contre les chenilles processionnaires est obligatoire avec enlèvement des branches contaminées.

Les traitements pour le respect de l'environnement doivent être appliqués : mise en place d'éco piéges, de piéges à phéromone, de nichoirs à mésange et de gîtes à chauve-souris ou traitement biologiques (Type Btk).

La pulvérisation d'insecticide à « grande échelle » par pulvérisation aérienne est formellement interdite.

Compte-tenu de la dangerosité de ces chenilles, le titulaire doit, à la demande du chargé de suivi DGA TA s'enquérir de toute suspicion de présence de chenilles processionnaires et, ce, dans les 2 jours ouvrés.

6.12 Désherbage des clôtures

Le désherbage des clôtures est effectué sur une largeur d'environ 30 cm de chaque côté de la clôture par un désherbage adapté au site, les produits herbicides étant prohibés.

6.13 Tondo broyage des chemins de ronde

Le tondo broyage est réalisé sur 5 à 6 mètres de large des chemins de ronde et des chemins intérieurs définis sur plan, ainsi que des rampes permettant de descendre aux ballastières. L'herbe ne doit pas dépasser 10 cm de hauteur. La finition des pieds de clôtures et à l'extérieur des clôtures sur 1 mètre de large est réalisée avec du matériel adapté.

6.14 Débardage et billonnage d'arbre

La prestation consiste à tronçonner un arbre au sol de façon à en faire des billons, puis à mettre ces billons sur le côté d'un chemin ou d'une voie de manière à ne pas obstruer les voies de passage.

6.15 Entretien du Parc boisé de Blagnac

Dans le parc boisé, les prestations comprennent le débroussaillage, l'enlèvement des bois morts et l'élagage des branches basses, la tonte de la zone, ainsi que le traitement anti-chenilles des résineux. Cette opération est réalisée sur la totalité de l'espace boisé du site de Blagnac.

La zone du parc boisé doit demeurer propre au regard des activités et de la sécurité du site. La hauteur de l'herbe doit être ramenée à une hauteur de 15 cm et l'herbe doit être ramassée (contrainte aéroportuaire pour Blagnac). Les activités d'entretien peuvent être momentanément reportées ou interdites lors d'activités aéroportuaires (risque d'impact de débris, graviers, etc. sur les aéronefs présents sur la piste).

Pour des raisons de sécurité des vols, aucun débris ne doit être projeté sur la piste DGA TA lors de la tonte. Le cas échéant, ils doivent être signalés au coordinateur de site afin d'être ramassés le plus rapidement possible.

Le long des clôtures, au bas des murs, au pied des arbres et aux emplacements difficiles l'herbe doit également être coupée.

6.16 Entretien des haies

Sur le site de Blagnac, la haie séparant le parking du hangar doit être taillée et ramenée à une hauteur de 2 m.

6.17 Entretien des voiries, parkings, aires techniques et zones incultes de Blagnac

Cette zone correspond aux abords des bâtiments et des installations ainsi qu'aux voies de desserte.

Les bordures des allées, les trottoirs, les caniveaux, les parkings, les aires techniques et les zones incultes sont à désherber prioritairement par des moyens alternatifs et, en dernier recours, par un désherbant phytosanitaire.

Les voiries et parkings sont entretenus à l'aide d'une balayeuse ou de tout autre moyen. Ces prestations sont demandées à être réalisées au printemps et/ou à l'automne.

6.18 Élagage des arbres

Les élagages des arbres sont effectués en fonction des espèces selon les règles de l'art de l'arboriculture et par des personnels spécialisés. La prestation comprend le nettoyage des arbres et l'évacuation des déchets.

6.19 Abattage, dessouchage, évacuation d'arbres et suppression de branches

6.19.1 Abattage et évacuation

Le titulaire doit être en mesure d'intervenir rapidement pour abattre un ou des arbres dont la hauteur peut être supérieure à 6 mètres.

A l'issue les déchets végétaux doivent être évacués en décharge agréée.

6.19.2 Dessouchage et évacuation de la souche

L'arbre abattu doit être éventuellement dessouché.

Le titulaire met en œuvre les moyens qu'il juge utiles pour effectuer cette opération

L'espace libéré par l'extraction de la souche doit être comblé de terre pour reconstituer le niveau du terrain.

L'extirpation de racines principales doit être effectuée jusqu'à 80 cm de profondeur.

6.19.3 Suppression d'une branche de fort diamètre

Cette prestation consiste à la suppression, rabattage et coupe d'une branche de fort diamètre (> à 25 cm). Elle peut être demandée en cas de risque de danger aux personnes ou aux biens.

6.20 Défrichage, enlèvement des ronces tous sites

La prestation de défrichage consiste à supprimer des petits arbustes de façon à laisser le terrain uniquement en herbe ou en végétaux herbeux.

La prestation d'enlèvement des ronces consiste à éliminer des buissons de ronces de façon à laisser le terrain uniquement en herbe ou en végétaux herbeux.

L'évacuation des déchets issus du défrichage et des ronces est incluse dans cette prestation.

6.21 Fourniture et pose de clôtures à mouton (clôtures fixes)

Cette prestation consiste à fournir et poser une clôture à mouton.

Elle inclut : la fourniture du grillage, la fourniture des poteaux (tenant le grillage), la fourniture des éléments d'électrification de la clôture, la pose des poteaux, la pose du grillage (avec attachement sur les poteaux), la pose des éléments d'électrification sur la clôture.

Elle inclut également les engins nécessaires pour planter les poteaux dans le sol.

6.22 Engazonnement tous sites

La prestation d'engazonnement consiste à :

- Préparer le terrain à engazonner selon les règles de l'art,
- Réaliser l'engazonnement en :

- Semant du gazon approprié à la zone à engazonner et, ce, selon les règles de l'art,
- Plaquant le gazon,
- Renforçant le gazon existant.

Cette prestation comprend la fourniture des graines du gazon ou du gazon plaqué ou du gazon renforcé, l'apport de terre appropriée, l'apport d'engrais (si nécessaire) afin que le gazon germe ou prenne et se développe harmonieusement et dans les meilleures conditions, ainsi que les matériels appropriés pour effectuer l'ensemble de la prestation.

De plus, si dans les six mois, le gazon n'a pas pris ou n'a pas recouvert la zone engazonnée (gazon maigre ou ne recouvrant pas la totalité de la terre), le titulaire doit recommencer l'opération et, ce, à ses frais.

6.23 Tuteur et hauban

Trois types de tuteurage ou haubanage sont prévus :

- Le tuteurage simple
- Le tuteurage en chaise
- Le tuteurage en triangle

Cette prestation comprend la fourniture du tuteur, sa mise en place dans la terre et la fixation du végétal sur ce tuteur.

6.24 Anti-germinatif

Cette prestation consiste à mettre un anti-germinatif afin d'éviter à des nouvelles plantations ou à des nouveaux aménagements d'être envahis par des « mauvaises » herbes ou par des rejets de plantes récalcitrantes. Ainsi, le végétal pourra se développer en toute quiétude ou la zone aménagée est propre de toute ancienne végétation ou d'herbes non désirées.

6.25 Paillage

Cette prestation consiste à appliquer une couche de matériau protecteur posée sur le sol ou dans le sol afin de protéger les nouvelles plantations des végétaux non désirés, du dessèchement et/ou des insectes.

Plusieurs sortes de paillage sont proposés :

- Feutre biodégradable,
- Polyéthylène tressé,
- Ecorce de pin sur une épaisseur de 5 cm,
- Pouzzolane sur une épaisseur de 5 cm,
- Gravillons ocres, jaunes ou blancs sur une épaisseur de 5 cm.

Cette prestation comprend la fourniture du paillage, la pose du paillage selon les règles de l'art et les matériels nécessaires à la réalisation du paillage.

6.26 Protections spéciales tous sites

Cette prestation consiste à poser des protections spéciales pour un végétal afin de le protéger de nuisances telles que les rongeurs, les animaux brouteurs, les passages trop fréquents et trop près de la plante, les plantes invasives. Ainsi ces protections spéciales sont un entourage de plantation, une grille pour l'entourage d'arbres, une barrière anti-rhizomes.

Cette prestation comprend la fourniture de la protection spéciale, de sa pose et, ce, selon les règles de l'art.

6.27 Clause d'urgence

Les travaux urgents sont décrétés comme tels sur l'initiative du chargé de suivi DGA TA, de l'Officier de sécurité du site, du Directeur de DGA TA ou de son représentant.

Ils peuvent mettre en cause :

- La sécurité des personnes ;
- La sécurité des bâtiments ;
- La sécurité de la voirie ;
- La sécurité d'essais ;
- L'image de marque de DGA TA.

Ils peuvent être consécutifs ou non à des aléas climatiques, à des catastrophes naturelles, à du vandalisme... Il est à noter que la zone est mise en sécurité par les pompiers du site ou par la BGARM.

L'exécution des prestations est réalisée de la manière suivante (cf. article 11.3.4 du CCAP) :

- La personne habilitée transmet directement la demande d'intervention au titulaire par tout moyen permettant d'accuser une date et heure de réception certaine (appel téléphonique doublé d'un courriel avec accusé de réception en lecture). Cette date et heure de réception définit le point de départ du délai de la clause d'urgence.
- L'engagement juridique CHORUS est transmis ultérieurement et dans les meilleurs délais au titulaire afin de lui permettre d'établir sa facture. Le bon de commande doit mentionner la prestation commandée qui est précédée de la mention "Clause d'urgence".

6.28 Traitement des mousses

Les zones à traiter doivent être débarrassés des mousses existantes. Les déchets générés sont immédiatement évacués.

6.29 Traitement fongicide et insecticide

Un traitement fongicide ou insecticide peut être demandé pour les arbustes, haies, massifs, rosiers et jardinières, les traitements sont à effectuer selon les règles de l'art.

En cas de destruction par maladie ou de non-respect des règles de l'art, ces végétaux sont remplacés aux frais du titulaire.

Pour le traitement fongicide, la prestation consiste en l'application de produits antifongiques pour éliminer le champignons, moisissures sur les surfaces concernées.

Pour le traitement insecticide, la prestation consiste à la pulvérisation ou injection de produits pour éradiquer ou prévenir les infestations d'insectes nuisibles.

6.30 Dépose d'engrais

La prestation consiste à la mise en place d'engrais sur les zones et surfaces concernées.

7 EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES

7.1 Ouverture des sites de DGA TA

Les sites de DGA TA sont accessibles du lundi au vendredi, selon les modalités suivantes :

- Balma : accès de 7h15 à 18h00 avec un badge,
- Blagnac : demande d'accès au coordinateur de site Blagnac,
- Les Ballastières : demande d'accès auprès de l'officier de sécurité de DGA TA, avec accompagnement d'un pompier selon le type des prestations.

Des dispositions liées au plan de protection gouvernemental (VIGIPIRATE) peuvent impacter ces horaires.

Pendant les périodes de fermeture de DGA TA (généralement la dernière semaine de décembre et la semaine du 15 août), les prestations sont suspendues. En début de chaque année, la liste des ponts et des fermetures de l'établissement est communiquée au titulaire.

Le titulaire peut devoir réaliser certaines prestations en dehors des plages horaires définies ci-dessus (notamment l'entretien animalier pour l'éco pâturage, l'arrosage de plantes...). Dans ce cas, DGA TA délivre une dérogation horaire que le titulaire doit demander au chargé de suivi DGA TA au plus tard 5 jours ouvrés avant le début des prestations (cf. annexe 2 du CCTP).

7.2 Sites et règles de sécurité

DGA TA délivre des sensibilisations aux personnels du titulaire pour les former aux risques spécifiques de Balma et des Ballastières.

La sensibilisation pour les risques pyrotechniques des Ballastières (une matinée) est obligatoire et est renouvelée annuellement ; elle doit être suivie par tous les personnels intervenant sur ce site.

La sensibilisation sur les risques de Balma (1 à 2 heures) est elle aussi obligatoire pour les personnels intervenant sur les zones à risque pyrotechnique de ce site.

Les modalités sont précisées lors de la réunion de lancement.

7.2.1 Site de Balma

Sur le site de Balma, la zone du WINDBAST est la zone à risque pyrotechnique. En conséquence, sur cette zone, les consignes données lors de la sensibilisation des personnels du titulaire sont à appliquer strictement.

La superficie totale du site de Balma est de 46,2 ha dont :

Désignation	Surface (1)
Pelouses	9,25 ha
Voiries, parkings, aires techniques et zones incultes	12,60 ha
Champs et merlons	9,88 ha
Tunnel hydrodynamique et ses abords	6,00 ha

(1) Les surfaces et les métrages sont données à titre indicatif

Ce site comprend :

- Une zone d'éco-pâturage : 41 000 m²
- Un chemin de ronde : 700 ml
- Des haies :
 - Haies de hauteur entre 0,5 et 1,5 m : 130 ml
 - Haies de hauteur entre 2 et 2,5 m : 270 ml
- Jardinières à fleurir et à arroser : 30 unités (1x0,4x0,6m³)
- Pots fleuris (1m³) : 4
- Plate-bande : 620 m²
- Nombre d'arbres à entretenir (arbres de la route principale + mûriers côté bât 56) :
 - Mûriers à élaguer annuellement : 20 unités
 - Prunus/Erables et similaires : 45 unités

Nota : le traitement thermique ou chimique est interdit ou soumis à prescriptions particulières dans les zones pyrotechniques ainsi qu'à proximité des zones de stockage de liquides inflammables.

7.2.2 Site des Ballastières

Ce site, classé Natura 2000 et SEVESO III, est une Zone de Protection Spéciale dont l'objectif est de préserver les habitats assurant la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés.

Le site des Ballastières étant une zone à risque pyrotechnique, tous les personnels œuvrant sur ce site doivent avoir reçu la sensibilisation aux risques pyrotechniques.

Il est rappelé que :

- Il est strictement interdit de fumer, de faire du feu, de laisser des bouteilles en verre ;
- Il est interdit de ramasser des poudres ;
- Tout objet métallique suspect ne doit pas être manipulé et doit être signalé à la Sécurité Incendie de DGA TA. Il est, si possible, balisé et les personnels doivent évacuer le site dans les meilleurs délais ;
- Les personnels doivent être munis d'un ou plusieurs extincteurs conformément aux exigences exprimées lors de la sensibilisation des personnels du titulaire ;
- En cas d'orage, la prestation ne doit pas être effectuée et, si elle est en cours, elle doit être interrompue.

Pour information sa surface est de 32 hectares dont 22 hectares boisés ne nécessitent pas d'entretien (Plan en annexe 1 du CCTP).

Désignation	Surface ⁽¹⁾
Clôture des Ballastières 1, 2 et 3	2 100 m
Chemins Ballastières 1, 2 et 3	2 400 m
Rampes Ballastières 1 et 2 et Ballastières 2 et 3	100 m
Chemins Ballastière 4	900 m
Clôture Ballastière 4	1 050 m
Futur chemin entre Ballastière 3 et Ballastière 4	320 m

(1) Les surfaces et les métrages sont donnés à titre indicatif.

Nota : dans le cadre du débitage d'arbres couchés sur site, une observation de la souche doit être réalisée avant toute activité afin de s'assurer de l'absence de tout objet suspect tant dans les racines que sous la souche. En cas de suspicion ou de doute, les travaux sont arrêtés et DGA TA doit être prévenu dans les meilleurs délais.

7.2.3 Site de Blagnac

Le site de Blagnac est un site jouxtant l'aéroport international de Toulouse-Blagnac. Il est séparé des pistes de l'aéroport par un grillage et un portail.

Il est donc strictement interdit de pénétrer sur la zone aéroportuaire par le portail ou tout autre moyen.

De plus, lorsque le site est en activité, les prestations peuvent être momentanément interrompues et, ce, dans le cas d'une prestation demandée en urgence ; pour la majorité des prestations, le coordinateur du site ne fait intervenir le titulaire que si les activités du site sont compatibles avec la prestation du titulaire.

La superficie du site de Blagnac est d'environ 4,2 ha (Cf. annexe 1 du CCTP) :

Désignation	Surface ⁽¹⁾
Pelouses	0,24 ha

Haies	30 ml
Parc boisé	2,3 ha
Parking avion	0,98 ha
Route du parking avion	0,26 ha
Voiries, zones incultes, parkings voitures, aires techniques	0,36 ha

(1) Les surfaces et les métrages sont donnés à titre indicatif.

7.3 Installation, Matériels et produits

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à l'administration, des règlements particuliers à l'établissement et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant de quelque manière que ce soit influencer l'exécution ou la qualité des prestations à réaliser.

7.3.1 Installation du titulaire et moyens énergie

➤ Installation du titulaire

Il appartient au titulaire d'organiser son éventuel casernement sur le site de Balma, DGA TA ne fournissant pas de locaux.

Le titulaire doit organiser le casernement de ses personnels ainsi que le stockage de ses produits et de ses moyens dans des bâtiments modulaires qu'il doit fournir et installer dans « la zone entreprise » prévue à cet effet, sur le site de Balma.

Afin d'harmoniser la zone vie des titulaires, leurs bungalows doivent être au même standard, de même couleur et de même fabrication :

- Les bungalows bureaux doivent être blancs et avoir pour dimensions L=6,21 m, l=2,44 m, h=2,61 m ;
- Les bungalows containers doivent être bleus (identique à la couleur des clôtures défense actuelles) et avoir pour dimensions L=6,21 m, l=2,44 m, h=2,61 m.

DGA TA met à la disposition du titulaire l'électricité (courant fort, courant faible), le titulaire devant demander à DGA TA de réaliser le branchement du bungalow à l'électricité.

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire doit soumettre à DGA TA le projet d'installation du bungalow.

Nota : Aucun matériel ou produit ne doit être stocké sur les sites de Blagnac ou Ballastières.

➤ Etat des lieux de fin de marché

A la fin du marché, le titulaire s'engage à laisser les espaces à entretenir en parfait état de propreté.

Les constatations correspondantes sont rapportées dans un procès-verbal contradictoire dressé par le bénéficiaire du marché ayant en outre pour objet l'état des lieux en fin de marché.

Toute difficulté rencontrée par le titulaire et/ou le bénéficiaire doit être notifiée au pouvoir adjudicateur délégué.

➤ Fourniture des énergies

L'électricité et l'eau nécessaires à l'exécution des prestations sont fournies gratuitement par DGA TA, sous réserve de leur accessibilité, mais seulement pour le site de Balma.

Compte tenu de l'éloignement de certains points d'énergie, le titulaire doit prévoir les matériels et équipements en adéquation avec les points de distribution des énergies présents dans les différents bâtiments (rallonges, par exemple).

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Toute modification sur le réseau électrique, sur le réseau d'eau et sur les évacuations d'eau est strictement prohibée. En conséquence, le titulaire n'est pas autorisé à faire des branchements ou débranchements "sauvages" sur le réseau électrique, sur le réseau d'eau et sur les évacuations d'eau de tous les sites de DGA TA.

Si le titulaire a besoin d'un nouveau raccordement (eau, électricité, évacuation d'eau usée), il doit en faire la demande auprès du chargé de suivi DGA TA qui relaye sa demande aux services concernés, s'il la juge recevable.

En aucun cas des appareils appartenant au titulaire ne doivent rester branchés "en charge" dans les locaux non adaptés sur les sites de DGA TA.

7.3.2 Matériels

Il est rappelé que le titulaire ne peut pas disposer des moyens techniques de DGA TA pour réaliser sa prestation, l'utilisation des services ou des matériels de DGA TA lui est donc interdite.

Tous les matériels et équipements de travail qui sont introduits sur les sites doivent être adaptés, en parfait état d'utilisation, conformes à la réglementation.

Le titulaire doit s'assurer que les agents ayant à manipuler les différents équipements, qu'ils soient à moteur ou non, sont :

- Formés (formations à jour) et pourvus des autorisations nécessaires et à jour,
- En parfaite connaissance des consignes de sécurité applicables aux engins qu'ils manipulent,
- Dotés des EPI nécessaires à la manipulation de ces équipements.

DGA TA se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou des accidents.

Pour le site des Ballastières :

- Chaque véhicule utilisé doit être un véhicule de type diesel et doit être équipé au minimum d'un extincteur.
- Pour les petits matériels portatifs, les carburants (essence principalement) doivent être stockés dans des jerricans de 5 litres avec une date d'emploi conforme et disposés au plus près de l'utilisateur, le reste du stockage devant se faire à bord d'un véhicule stationné en limite de zone pyrotechnique (au niveau du portail de la ballastière 3 ou 4).

7.3.3 Produits

Le titulaire doit fournir tous les produits nécessaires à la bonne exécution des prestations et au bon entretien des espaces verts.

Les produits utilisés doivent répondre aux différents normes et réglementations en vigueur (Eco label européen disponible sur : <http://www.ecolabels.fr>).

Le taux d'utilisation de produit éco responsable ne peut pas être inférieur à 80 %, sous peine de résiliation du marché aux torts du titulaire

Le choix des produits est laissé à l'initiative du titulaire, mais leur utilisation est subordonnée à l'accord préalable du chargé de prévention de DGA T.A. (se référer au plan de prévention).

Chaque produit ne peut être utilisé qu'après approbation de DGA TA. Pour ce faire, le titulaire doit fournir à DGA TA les fiches des produits et les fiches de données de sécurité des produits utilisés, ainsi que les références aux éco labels ou documents d'équivalence de ces produits sur sa demande.

Les fiches des produits, les fiches de données de sécurité, les documents environnement de DGA TA doivent être mis à jour au fil de l'eau et doivent être disponibles dans le casernement du titulaire dans la « zone entreprise » afin de pouvoir être consultés à tout moment lors d'un contrôle inopiné, lors d'un audit ou à la simple demande de DGA TA.

Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit.

Le rinçage des appareils, l'évacuation des résidus et des emballages doivent être conformes à la réglementation environnementale et, ce, à la charge du titulaire du marché.

Le chargé de prévention de DGA TA se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers.

Tout produit rebuté doit être immédiatement retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Dans le cas où un produit venait à être interdit par la législation, le titulaire ne doit plus l'utiliser après la date réglementaire. Il doit l'évacuer de DGA TA et l'éliminer à ses frais, puis proposer un produit de substitution.

Depuis le 1^{er} octobre 2013, tous les personnels amenés à manipuler les produits doivent être formés à leur utilisation (décret n° 2011-1325 du 18 octobre 2011). Le cas échéant, le titulaire fournit à DGA TA une copie de l'agrément des personnels qui mettent en œuvre les éventuels produits phytosanitaires utilisés.

7.3.4 Stockage des matériels et des produits

Les produits et les matériels stockés ne doivent laisser aucune trace sur le sol.

Le stockage en vrac des produits est interdit. Il appartient au titulaire de mettre en place des bacs de rétention avec séparation des catégories de produits.

Élimination des déchets :

- Provenant de l'entretien des espaces verts et des abords, des emballages papier, cartons, bois, plastiques doivent être évacués du site d'utilisation par le titulaire le jour même ;
- Les déchets produits par le titulaire (bidons de produits phytosanitaires, d'huile, d'essence, cartons d'emballage...) doivent être éliminés selon les normes applicables à ces produits sans surcoût pour le bénéficiaire.

En règle générale, à la fin de chaque journée de travail, le matériel, les produits, les matériaux et combustibles dangereux, y compris les emballages de toute nature, doivent être évacués des lieux d'exécution des prestations.

Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la DGA TA et au frais du titulaire.

7.4 Exigences de management

7.4.1 Réunions

Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché, une réunion de lancement est organisée par DGA TA en présence du titulaire. L'objet de cette réunion est d'effectuer le point sur la mise en place de la prestation, de faire la relecture du contrat dont la revue des obligations administratives et techniques du titulaire. Le procès-verbal est rédigé par DGA TA et signé par les deux parties.

Une réunion annuelle est programmée ; cette réunion doit faire le point sur les prestations réalisées et à réaliser, sur les dysfonctionnements et sur les améliorations à apporter pour satisfaire aux différentes exigences résultant des prestations. Un compte rendu, rédigé par DGA TA, est réalisé à l'issue de la réunion.

Au cours de l'année, des réunions peuvent être programmées à la demande de DGA TA ou du titulaire. Chacun fera part de ses difficultés respectives, de ses observations ou de ses suggestions qui permettront, le cas échéant, de prendre les dispositions qui s'imposent en proposant des modifications ou des corrections éventuelles.

7.4.2 Calendrier prévisionnel

L'administration ne fixe pas de périodicités nécessaires à l'atteinte du résultat attendu et de manière permanente. Aussi, le déclenchement et la périodicité des interventions sont à l'initiative du titulaire.

Afin de permettre aux formations bénéficiaires de programmer dans le temps les différentes prestations à réaliser, le titulaire soumet à l'approbation du correspondant de la DGA T.A, dans les 15 jours après notification du marché puis avant le début de chaque trimestre, un planning prévisionnel trimestriel des prestations continues à exécuter pour la période suivante.

En cas de retard ou de manquement à cette obligation, une pénalité forfaitaire est appliquée, pour retard de transmission de planning (cf. article 11.7 du CCAP).

Le planning ainsi validé par la DGA T.A est contractuel et est également transmis, après validation, au responsable de l'administration cité à l'article 11.1.2.1 du CCAP.

Ce planning peut éventuellement être modulé, en fonction des conditions climatiques et afin de respecter les attendus pour chaque type de prestations continues, en accord avec la DGA T.A.

7.4.3 Compte-rendu des prestations

Pour les prestations continues (site de Balma), tous les lundis, le titulaire doit transmettre au chargé de suivi DGA TA le récapitulatif des prestations effectuées la semaine précédente ainsi que celles à venir et, ce, afin d'éviter tous risques de co-activité. Ces relevés hebdomadaires sont à communiquer au chargé de suivi DGA TA par messagerie (cf. article 11.1.2.2 du CCAP).

Dès la fin des prestations commandées par bons de commande, le titulaire doit fournir un compte-rendu précisant le site concerné, les dates de début et de fin des travaux, le numéro du bon de commande associé et la nature des travaux réalisés.

7.4.4 Plan de continuité d'activité

En cas de situation particulière du pays (crise sanitaire, par exemple) et afin d'assurer la protection des personnels et la continuité de sa prestation, le titulaire doit remettre son Plan de Continuité d'Activité (PCA) à DGA TA sur demande de cette dernière.

Ce PCA doit, au minimum, comprendre :

- L'entretien des animaux.
- L'entretien et la sécurisation des espaces verts du site de Balma.
- Les mesures qu'il compte prendre concernant la mise en sécurité de ses personnels.

Le titulaire doit aussi prendre en compte dans son PCA la possibilité que DGA TA lui commande des bons de commande (sur bordereau de prix unitaire ou sur devis) afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des sites couverts par ce marché.

7.5 Considérations générales sur le personnel

7.5.1 Respect des règles sur le site par les agents du titulaire

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire doit appliquer intégralement les dispositions du Code du travail en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Le titulaire doit donc prendre en charge toutes les obligations qui lui incombent et notamment les dispositions de la partie 4 (Santé et sécurité au travail) dans sa dernière version.

Le titulaire est tenu de respecter les prescriptions légales et réglementaires en vigueur dans son domaine d'activité. Toute nouvelle réglementation est immédiatement applicable au présent marché et doit faire l'objet d'une information de la part du titulaire au pouvoir adjudicateur et à DGA TA.

Aucun moyen de communication radio ne peut être déployé sur les sites de Balma et de Blagnac sans une autorisation spécifique de DGA TA.

Le titulaire s'engage à examiner et à tenir compte des remarques formulées par DGA TA, touchant le comportement d'un de ses agents intervenant sur le site. DGA TA peut demander à tout moment le remplacement d'un agent :

- En cas de non-respect des conditions d'accès au site (sécurité militaire),
- En cas de faute grave caractérisée,
- En cas d'incidents répétés.

Cette décision s'applique sans délai dans les deux premiers cas et, dans le troisième cas, au bout de 10 jours ouvrés, à partir de la date où le titulaire en a reçu la demande. Le retrait de l'accès au site d'un des personnels du titulaire pour des raisons de sûreté et/ou sécurité ne pourra pas être utilisé par le titulaire pour justifier la non-réalisation de la prestation.

7.5.2 Liste des véhicules

Le titulaire est autorisé à utiliser des véhicules de sa société, identifiés soit par un logo, soit par le nom de la société dans l'enceinte de l'établissement ; il s'engage à respecter le code de la route (applicable à l'intérieur du site de DGA TA) et les mesures de prévention routières.

L'accès du site est refusé à tout véhicule n'ayant pas été dûment déclaré.

7.5.3 Plan de prévention

Avant toute intervention sur site, un plan de prévention doit être mis en place pour satisfaire aux exigences de l'arrêté du 19 mai 2020. Ce plan de prévention doit être accompagné de l'analyse de risques et des fiches de données de sécurité ; il doit être signé par l'ensemble des parties avant tout début de prestation dans le cadre de ce marché.

Le plan de prévention est établi selon le modèle proposé par DGA TA ; il prend en compte les consignes de sécurité communiquées par DGA TA

Le plan de prévention est mis à jour annuellement et conjointement par DGA TA et le titulaire (et ses éventuels sous-traitants).

Préalablement à l'établissement du plan de prévention, DGA TA et le titulaire font une inspection commune des lieux d'exécution des prestations (Inspection Commune Préalable) à l'issue de laquelle une analyse des risques est réalisée. Cette analyse inclut les aspects et impacts environnementaux concernant le présent contrat.

Le titulaire s'engage à remplir les obligations du plan de prévention et à les faire respecter par ses agents. Il a l'obligation d'informer ses agents des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention. Les agents du titulaire doivent être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Ils doivent être informés des dispositifs de protection collective et individuelle et des issues de secours.

7.5.4 Accès au restaurant administratif

Le personnel du titulaire peut accéder au restaurant administratif de DGA TA à Balma. Afin de faire bénéficier à ses personnels d'un tarif préférentiel, le titulaire doit en faire la demande auprès de DGA TA et signer une convention, dite de restauration.

7.6 Protection de l'environnement

Le site DGA TA de Balma est certifié ISO 14001- 2015 et a mis en place une charte environnementale précisant ses objectifs en matière de management environnemental.

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire.

À l'issue de chaque prestation, le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé. Les filières d'élimination sont précisées dans le mémoire technique.

La gestion et l'élimination des déchets générés par le titulaire doivent être réalisées dans le respect des procédures et de la réglementation environnementale en vigueur.

DGA TA autorise le titulaire à déposer les déchets non dangereux **de faible importance** dans les conteneurs poubelles.

Les agréments des éventuels sous-traitants œuvrant dans la filière déchets doivent être transmis à DGA TA.

Tous les déchets faisant l'objet d'un bordereau de suivi de déchets sont à traiter selon la réglementation en vigueur.

7.7 Droits d'accès

Les sites de Balma, Blagnac et les Ballastières sont des sites militaires dont les accès sont réglementés.

Dans ce paragraphe on distingue trois types de personnels du titulaire ou de ses sous-traitants :

- Les personnels permanents ou occasionnels avec un Contrôle Primaire et un badge permanent ;
- Les personnels occasionnels, sans badge permanent, mais avec Contrôle Primaire (CPR) ;
- Les visiteurs, sans badge permanent, ni CPR.

Le titulaire doit remettre, dans un délai maximum de 15 jours après la notification du marché, la liste des personnels titulaires, intervenant régulièrement sur le site, ainsi que la liste des personnels occasionnels intervenant de façon ponctuelle, en remplacement ou en renfort des agents titulaires.

Les personnels des sous-traitants censés intervenir sur un des trois sites de façon continue ou de façon ponctuelle doivent également être déclarés dans une des deux listes citées ci-dessus.

Les personnels pressentis pour remplacer le chef d'équipe, le représentant du titulaire ou l'un des agents (absence, maladie...) doivent être inscrits sur la liste des personnels ponctuels et donc avoir leur Contrôle Primaire à jour.

Pour accéder aux différents sites, tous les personnels figurant sur les listes des personnels titulaires et des personnels occasionnels doivent avoir fait l'objet d'un Contrôle Primaire.

La demande de CPR de **chaque nouveau personnel** doit être formulée au moins **quatre semaines** avant le début de la prestation. Elle doit être adressée sous format électronique et sous format PDF signé, accompagné d'une copie de la pièce d'identité en couleur et en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour) :

- A l'officier de sécurité de DGA TA : jean-marc.vidal@intradef.gouv.fr ou philippe.feral@intradef.gouv.fr.
- A l'officier de sécurité de la PFC Sud : pfc-sud.sec-secu-defense.fct@intradef.gouv.fr

Le badge permanent est attribué aux personnes qui interviennent régulièrement à l'intérieur du site de Balma, à l'issue de l'enquête administrative, déclenchée par le CPR. Pour cela, le titulaire complète le formulaire de demande de badge permanent que DGA TA lui fournit.

Le titulaire doit informer par écrit ses personnels et ses sous-traitants que pour des raisons de sécurité défense ils feront l'objet d'une enquête administrative (CPR) avant d'accéder aux installations militaires.

Pour les visiteurs (sans badge permanent, ni CPR), le titulaire doit transmettre au chargé de suivi DGA TA leurs bio-datas, au moins **trois jours ouvrés** avant leur venue sur site, pour les personnels de nationalité française et les ressortissants de l'U.E et **5 jours ouvrés minimum** pour les ressortissants hors-UE (avec un minimum incompressible de 8 jours ouvrés).

Les personnels du titulaire possédant un badge permanent peuvent aller chercher au poste de garde le personnel occasionnel ou le visiteur. Ils doivent obligatoirement l'accompagner tout au long de sa prestation et le raccompagner au poste de garde.

Tous les personnels doivent être munis et porter de façon apparente un badge d'accès délivré par DGA TA en complément d'un signe distinctif de la société sur la tenue professionnelle.

Pour des raisons ponctuelles de renforcement de sûreté, le titulaire doit se soumettre, sans contrepartie, à toute directive visant au renforcement ponctuel de la sûreté.

L'administration se réserve le droit de refuser l'accès d'un personnel du titulaire pour des raisons de sûreté ; elle n'a pas à justifier ce refus. Le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité pour préjudice en cas de refus d'accès.

En résumé, dans un délai maximum de 15 jours après la notification du marché, pour les personnels figurant sur les deux listes, le titulaire doit fournir aux officiers de sécurité de DGA TA et de la PFC Sud: une demande de contrôle primaire dûment complétée, en vue de l'enquête administrative.

Au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux personnels, la liste des personnels permanents ou occasionnels doit être mise à jour et les formalités associées doivent être réalisées par le titulaire, en tenant bien compte des délais.

Concernant les visiteurs :

- Le titulaire doit fournir les bio-datas du visiteur au chargé de suivi DGA TA ;
- Le titulaire doit donner au chargé de suivi DGA TA le nom de la personne accompagnant le visiteur ;
- Le visiteur doit présenter une pièce d'identité en cours de validité à l'agent d'accueil.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants :

- Doivent avoir un CPR complété et validé ;
- Ne peuvent réaliser les prestations qu'après autorisation de l'officier de sécurité de DGA TA ;
- Doivent respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'autorité militaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens ;
- Ne sont pas autorisés à s'attarder dans l'enceinte de l'établissement avant ou après leur prise de service, ni à pénétrer dans des locaux dans lesquels ils n'ont pas de prestation à effectuer.

8 ANNEXES

Annexe n°1 : Plans de sites

Annexe n°2 : Demande pour prestation(s) en dehors des heures ou jours ouvrés